

Zeitschrift: Bulletin de la Société pédagogique genevoise
Band: - (1913-1914)
Heft: 2

Artikel: Comment se pose le problème de l'éducation civique et de la culture nationale
Autor: Duvillard, Em. / Willy, E.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-243302>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 08.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ PÉDAGOGIQUE GENEVOISE

Sommaire du N° 2.

Comment se pose le problème de l'éducation civique et de la culture nationale, par M. E. Duvillard. — Discussion. — *Livres nouveaux* : Le Chant à l'École, par M. Clérycy du Collet. La Toilette matinale hygiénique, par le Dr Sperling. — *Assemblée générale du 17 avril 1913*. — **Convocation pour le jeudi 22 mai 1913, à 2 h. 1/2, Salle de la Taconnerie.**

Comment se pose le problème de l'éducation civique et de la culture nationale.

par Em. Duvillard.

Il ne s'agit pas de l'analyse d'un sentiment.

La recherche de l'influence exercée sur l'évolution des doctrines pédagogiques et sur l'éducation en général par les grands mouvements sociaux justifie notre étude. Nul ne s'étonnera de ne pas rencontrer d'arguments sentimentaux; ils obscurcissent toujours les questions générales auxquelles on a l'imprudence de les mêler. La méthode positive de l'examen des faits que nous nous proposons d'utiliser nous dispensera d'alourdir notre exposé de toute la phraséologie maladroite, du « patois patriotard ». L'expression est de Robert de Traz. On la pardonnera certainement au critique de tout repos patriotique de la « Semaine littéraire. »

L'école doit-elle développer le sentiment national, la conscience nationale ? Si vous posiez la question en ces termes ou en d'autres qui seraient synonymes, nous nous refuserions à l'étudier. Il est des formules qui suppriment toute possibilité d'examen.

La conscience nationale a été définie par Lavedan :

« C'est une espèce de fièvre paisible et ordonnée qui nous agite intérieurement, nous « scande, » plutôt fait battre au pas nos cœurs, sans nous affaiblir, et qui ne se trahit au dehors par aucun excès de geste ou de cri, parce que nous

constatons, avec une indicible joie, avec une mâle fierté, l'équilibre parfait de nos moyens, de nos désirs, de nos innombrables élans vers un même but. Toutes nos volontés, de la plus humble à la plus fameuse, sont rassemblées et liées, cordées ainsi que les baguettes du faisceau du licteur pour ne faire qu'une plus solide, parce que sa rigidité est « composée, » qu'elle a été décidée et réalisée par toutes les tensions d'un peuple. »

Le singe de La Fontaine prenait « le nom d'un port pour un nom d'homme. » Lavedan prend son exaltation littéraire pour l'expression de la conscience nationale. Les sentiments d'un professionnel de la littérature ne peuvent être ceux du peuple français. Les faits actuels montrent que les « consciences » ne sont pas aussi unanimement prêtes à former le faisceau rigide. Ce que nous citons de la France s'applique aussi à la Suisse.

M. le conseiller national Jaton se faisait un plaisir de constater « le réveil civique de la nation. » L'honorable député prend les manifestations isolées de quelques professionnels du patriotisme pour le mouvement spontané de la nation entière.

Dans l'une des dernières séances du Conseil national s'est élevé un incident regrettable au sujet du patriotisme des Welsches et des Suisses allemands. Des excuses et des atténuations ont adouci, trop tard hélas ! la blessure faite à l'amour-propre des Suisses romands. Les nationalistes français abusent de l'Alsace-Lorraine blessée, meurtrie par l'Allemagne. Les Alsaciens répondent à cet attentat en proclamant presque unanimement qu'ils ne veulent, à aucun prix, être la cause d'un conflit entre les deux grandes nations; qu'ils préfèrent leur autonomie et espèrent l'obtenir.

Peut-on dire que le terme de conscience nationale ne répond à rien ? Nous ne l'oserions; l'examen impartial des faits de l'histoire contemporaine nous donnerait un formel démenti.

Remarquons cependant que ce sentiment, difficile à analyser a évolué depuis 1793. Un ordre nouveau s'est établi; aux enthousiasmes des révolutionnaires proclamant la patrie en danger, ont fait place des sentiments moins nobles, plus égoïstes. La presse s'est développée et n'a pas tardé à s'avilir. Ce puissant moyen d'éducation populaire est aux mains des brasseurs d'affaires. Pour réussir leurs opérations ils énervent l'opinion publique, inventent les nouvelles ou

les dénaturent. C'est la raison de cet état de surexcitation si favorable aux accès de folie chauvine. Un homme d'Etat ne disait-il pas dans une crise de franchise : « L'opinion, avec du temps et des millions, nous la préparerons ! »

C'est dans un pays voisin que, mêlant le commerce des denrées alimentaires et l'aviation militaire, un grand quotidien inaugurerait une réclame aussi rémunératrice que tapageuse et patriotique. Ce sont là des formes mercantiles d'un sentiment délicat qui ne se prête pas plus que l'amour filial aux exhibitions sur la place publique.

M. Gabriel Séailles, professeur de philosophie à la Sorbonne, prononçait au banquet de la Paix un discours dont nous ne pouvons malheureusement citer que ce passage :

« Des jeunes gens pressés célèbrent leur propre héroïsme, avant d'avoir eu l'occasion d'en apporter aucune preuve; ils n'ont encore versé pour la patrie que l'encre, dont ils ont essayé de noircir des aînés qui valaient mieux qu'eux. Les grands exploits que nous accomplissons en rêve, trop souvent nous dispensent des devoirs réels, dont nous laissons aux autres l'humilité. On peut quarante années durant mourir pour la patrie sans se porter plus mal...

« Le patriote n'est pas celui qui fait de la patrie une matière à déclamation : le vrai patriote aime la patrie avec respect, avec gravité, avec toute son âme; il ne la traîne pas dans les mauvais lieux — on ne célèbre pas les vertus de sa mère sur les tréteaux d'un beuglant — il songe moins à la flatter qu'à la servir. »

Nous sommes influencés par nos grands voisins. Il faut bien constater l'empreinte de la civilisation germanique dans les cantons de langue allemande et celle de la France dans le pays romand. Cette influence augmente du fait que les artistes, les littérateurs, les hommes de science subissent l'attraction des grands centres, y forment leur pensée, y trouvent souvent une situation que les ressources limitées de leur pays ne leur permettent pas d'espérer.

Il y a une autre raison qui explique l'actualité du problème, c'est l'accroissement incessant de l'immigration qui submerge en de certaines régions la population suisse. Nous pouvons regretter les transformations que fait subir à notre caractère et à notre mentalité cette lente et pacifique invasion. Quant à savoir si nous nous imposerons, nous ne saurions le dire ! Puissions-nous atteindre à une telle supériorité morale que la puissance de notre exemple et la di-

gnité de notre vie sociale soient capables de transformer à notre image ceux qui cherchent un sol moins ingrat, un bonheur moins incertain.

LE RÔLE DE L'ÉCOLE.

Ce ne sont pas seulement les questions scolaires qui intéressent, mais les questions d'éducation générale.

Pour contribuer à cette œuvre, tous les moyens sont employés : le plus puissant est la presse. La presse suisse joue-t-elle un rôle moins suspect ? Est-elle à l'abri de la corruption ? Non !

Tributaires des mêmes agences d'information, défenseurs des intérêts de la même classe sociale, solidaires jusque dans le mensonge, les grands journaux de notre pays n'ont pas l'indépendance qu'on aimerait à leur reconnaître.

Les établissements d'instruction secondaire et supérieure sont les citadelles de la bourgeoisie. En France et en Allemagne, les professeurs ne doivent pas se permettre de franchir dans le domaine des idées des limites qui, sans être parfaitement déterminées et précises, n'en restreignent pas moins la liberté des hommes les plus éminents de l'Université.

L'histoire anecdotique de l'enseignement secondaire et supérieur dans tous les pays compte un grand nombre de faits de ce genre.

« Un pays un, pensant, sentant et agissant à l'unisson est un rêve dangereux et irréalisable. »

Plus près de nous, nous pouvons constater le même état de choses : la lutte sans merci pour résister à l'influence de professeurs coupables de sympathie pour des doctrines réputées extra-scientifiques et subversives. Cette situation est universelle elle est le symptôme d'un déplacement des intérêts, qui ne sont plus seulement nationaux mais qui dépassent les frontières pour rejoindre ceux des classes sociales parallèles dans les pays étrangers.

« Une lutte soutenue simplement pour faire triompher un idéal ne sera plus jamais une lutte entre nations, car les idées se sont disséminées parmi les peuples, ont passé par-dessus les frontières, et ce n'est plus « de-ci, ni de-là » de celles-ci que l'on trouve des idéaux différents et des camps

opposés, mais à l'intérieur même de chaque pays. Il n'existe pas d'Etat moderne dont tous les sujets soient uniquement catholiques ou protestants, libéraux ou monarchistes, démocrates ou aristocrates, socialistes ou individualistes; c'est pour cela que les luttes d'ordre moral ou spirituel se livreront désormais entre concitoyens d'un même Etat, intellectuellement et parfois inconsciemment associés à ceux qui partagent leurs sentiments dans d'autres pays. Cette nouvelle classification sociale entraîne une orientation nouvelle de la combativité humaine vers des rivalités de classes et d'intérêts plutôt que vers des rivalités de nations. » Cette constatation de la lutte des classes, n'est pas faite par de « tyranniques agitateurs professionnels » elle est de Norman Angell, l'auteur déjà célèbre de la « Grande illusion. » Qu'on le veuille ou non, la lutte des classes existe; qu'on la déplore ou qu'on s'en réjouisse, il faut reconnaître, pour peu qu'on soit un observateur attentif et probe, qu'elle domine aujourd'hui les relations entre les hommes et parfois les explique. Y a-t-il des faits prouvant que cette lutte n'est pas seulement circonscrite au monde du travail manuel, qu'elle agite l'école à tous ses degrés, selon des modalités qui dépendent du pays, de la race et des circonstances. Commençons par la France et occupons-nous de l'enseignement supérieur.

Les grandes écoles de France sont sous l'influence du parti réactionnaire. Citons Agathon, les jeunes auteurs des « Jeunes gens d'aujourd'hui. » « On ne trouve plus dans les facultés ni dans les grandes écoles d'élèves qui professent l'antipatriotisme. A Polytechnique, à Normale, où les antimilitaristes et les disciples de Jaurès étaient si nombreux, il y a dix ans; à la Sorbonne même qui compte tant d'éléments cosmopolites, les théories humanitaires ne font plus d'adeptes. A la Faculté de droit, à l'école des sciences politiques, le sentiment national est extrêmement vif, presque irritable. Les mots Alsace-Lorraine y suscitent des longues ovations et tel professeur ne parle qu'avec prudence des méthodes allemandes par crainte des murmures ou des sifflets. » Cette jeunesse ardente, susceptible et vantarde est un peu ridicule. Ne l'oublions pas, c'est la jeunesse bourgeoise qui croit tenir entre ses mains maladroites les destinées de la nation. Des enquêtes sur la « jeunesse française » qui n'est jamais la jeunesse ouvrière, on peut conclure que les jeunes gens d'aujourd'hui ont moins de souci des choses de

l'intelligence et plus de goût pour les sports et l'action sous toutes ses formes. La jeunesse qui ne compte pas, accusait, d'après le *Temps*, sur un contingent de 227,000 hommes, 7,859 illettrés et 50,000 hommes presque incultes.

La jeunesse française, comme la jeunesse allemande, comme toutes les jeunesses bourgeoises de l'Europe considère que la guerre est un « sport pour de vrai. » Qui pourra dénoncer en termes assez vigoureux toute la scélératesse de semblables sophismes!

Nous en sommes arrivés à un tel abaissement qu'il a été possible de voir les gouvernements flatter l'emballement et la spontanéité irréfléchie des jeunes gens des écoles pour faire croire au peuple non prévenu qu'ils étaient suivis par la jeunesse vibrante, enthousiaste et patriote. C'est là, tout le secret des manifestations des lycéens, des pèlerinages patriotiques.

En Suisse, et plus particulièrement à Genève, notre situation est-elle différente ?

Rappelons à regret la part qu'ont pris les élèves du collège à une manifestation dirigée contre le chef du gouvernement. Les étudiants de notre Université participent-ils à ce mouvement ? Nulle part ailleurs, cette sourde animosité de classes ne se fait plus distinctement sentir. Nulle part ailleurs, la lutte n'est plus inégale ! A l'inverse des classes privilégiées de certains pays, l'aristocratie genevoise attire à elle par la valeur de ses représentants illustres dans les arts et dans les sciences la classe moyenne, la détourne de sa véritable destination. C'est peut-être pour cela que l'Université est restée l'apanage de ceux qui ont contribué à sa renommée et à sa grandeur. Les temps ont changé, mais l'influence est encore si vivante que notre instruction supérieure reste dans la lutte des classes l'arme la plus redoutable au service d'une aristocratie qui connut les jours de gloire et exerça une action profonde. Ces temps sont révolus. A l'occasion des incidents soulevés en France par le débat sur les syndicats d'instituteurs, un journal de notre ville écrivait en septembre 1912 : « Ce qu'il y a d'un peu agaçant dans le cas des instituteurs, c'est qu'ils se croient un peu trop les personnages les plus importants de la nation. » Il est permis d'avoir de l'action des instituteurs l'opinion que l'on veut; il n'en est pas moins vrai que l'expression de la volonté de 60,000 d'entre eux mérite plus et mieux que la dédaigneuse impatience d'un journal qui flatte les

bruyantes et ridicules manifestations des collégiens et des étudiants.

Dans la *Semaine littéraire* (30 décembre 1912) on lit, signées Robert de Traz, quelques considérations auxquelles nous souscririons si nous ne savions par expérience et par science que souvent, quand on parle de patriotisme le contenu du flacon ne répond pas à l'étiquette. « De loin, on ne le voit pas, mais peut-être s'organise-t-il dans l'ombre une réaction, une renaissance nationaliste en dehors des partis qui sera notre salut. Je ne voudrais pas parler à la légère de ces choses qui s'esquissent et qui ne doivent être confisquées par personne, mais il faut suivre avec confiance et savoir reconnaître le travail de ces bonnes volontés.... Il n'y a plus d'idéal, gémit M. Cornut. Tant mieux, s'il y a en revanche le sentiment du réel; si l'on tâche toujours plus de prendre conscience, une conscience lucide et volontaire, des dangers incontestables qui nous menacent, mais aussi de nos moyens de défense. Tant mieux, si nous abandonnons le patriotisme chimérique, abstrait ou rhéteur, au profit d'un nationalisme pratique.

.... Pour une pareille propagande, toutes les méthodes devraient être utilisées : religion, pédagogie, journalisme, sauf l'art et la littérature. Et pourquoi ? Parce que « l'âme du poète est chose légère, » parce qu'inspiration a pour synonyme liberté.... Je proteste. Non, le poète n'est pas un être libéré flottant, fantomatique, lunaire. Il est au contraire celui qui manifeste le plus profondément, parfois aussi le plus inconsciemment, l'âme de son pays.

Lorsque nous avons besoin de toutes les forces vives de la nation, nous serions fous d'en exclure l'art ou la littérature. Devant la retraite de Marignan de Hodler, en lisant les « Causeries genevoises de Monnier, » tel livre de Millioud ou de Ramuz, en écoutant telle mélodie de Dalcroze, nous sentons fortement notre pays. C'est l'essentiel. »

La pédagogie est classée dans les méthodes de propagande nationaliste. Gardons-nous de l'oublier.

M. de Traz ne laisse pas voir le bout de l'oreille. De moins intelligents découvriront plus tard le corps tout entier. Il n'a été question jusqu'ici que de la jeunesse des établissements d'enseignement secondaire. L'école primaire qui nous intéresse tout particulièrement est-elle à l'abri des tentatives que nous dénonçons ?

Pierre Bonnier donne une première réponse à cette ques-

tion angoissante. Sa thèse est celle-ci : Le problème de la culture nationale ne peut être résolu que si, renonçant à l'égoïsme de classe et à l'égoïsme individuel plus méprisable encore, toutes les énergies se tendent vers la réalisation de ce beau rêve : faire en vingt ans des hommes et de ces hommes des citoyens capables de défendre le sol national. Ce n'est qu'un rêve et nous avons montré combien sa réalisation est encore incertaine. « Toute la partie mâle de chaque génération sera appelée, dès qu'elle aura vingt ans à faire le service militaire. Jusque-là, sa croissance ne sera nullement surveillée, elle poussera au hasard; aucune de ces facultés, de ces qualités que le service militaire national réclamera d'elle du jour au lendemain n'aura été cultivée. A la naissance de chaque petit garçon, la nation compte un futur soldat. Elle a vingt ans devant elle pour faire ce soldat à sa convenance. Elle laisse passer ces vingt années pendant lesquelles son développement physique est ignoré, abandonné, sacrifié à l'abominable épuisement scolaire, écrasé sous le criminel encombrement des classes et des programmes. Elle ne surveille pas cette croissance physique et morale, elle ne semble pas songer qu'elle aura besoin non seulement d'un soldat, mais d'un homme et d'un citoyen, d'un mâle et d'un travailleur pour la ruche sociale. »

Les Eclaireurs ou « Boys-Scouts » comblent les vœux de Pierre Bonnier. Apportons des témoignages et, pour qu'ils ne soient pas suspects demandons-les aux promoteurs et aux directeurs du mouvement.

La Revue militaire suisse publiait, il y a quelques semaines, un article intitulé :

« But de l'organisation des Eclaireurs suisses. »

Dès les premières pages il apparaît clairement que les enfants sont instruits pour devenir plus tard des soldats instruits, aguerris et disciplinés.

Il n'y aurait rien de fâcheux si les hommes de confiance ne jouaient dans la lutte des classes un rôle de premier plan et ne poussaient l'attaque avec une violence non déguisée.

Les milices ne peuvent qu'être fortifiées si les jeunes enfants reçoivent cette préparation intellectuelle et physique. N'oublions jamais que les hommes qui en sont chargés doivent sur le terrain social et religieux observer la neutralité la plus complète. Sans cela, l'institution n'est plus qu'un instrument aux mains des gens intelligents qui l'ont accaparé. Il n'est, en réalité, que cela à Genève.

Les organisateurs ont souvent déclaré qu'ils ne poursuivaient aucun but intéressé, qu'ils voulaient contribuer à l'éducation morale et à la formation des caractères. Ont-ils observé cette neutralité ou plutôt s'ils ont tenu leur promesse, le pourront-ils encore longtemps ?

Le but du lieutenant-général Baden-Powel était de faciliter à la Grande-Bretagne le recrutement de ses troupes de terre et d'entretenir dans la jeunesse britannique le désir de s'expatrier. Il serait puéril d'affirmer que le système de Baden-Powel est seul capable de contribuer à l'éducation intégrale. Le Scouting s'occupe aussi de la question sociale, il y apporte même une solution simpliste et tendancieuse. Voyons plutôt :

« Nous pensons que nous sommes arrivés à un carrefour où chaque homme animé d'un peu de civisme doit travailler à aiguiller la génération nouvelle dans la bonne voie. Le mauvais civisme est en effet facile à constater. Ne voyons-nous pas des gens peu habitués à penser à l'avenir et à leur pays, se relâcher à un tel point qu'ils tombent sous le pouvoir tyrannique d'agitateurs professionnels dont la vie se passe à créer de l'agitation, sans qu'ils se demandent si cette agitation est nécessaire ou non ? Aveuglés par la façon de faire de ces agitateurs, ces gens attaquent ceux qu'ils savent créer la richesse et cela jusqu'à ce qu'ils forcent leurs employeurs soit à dépenser des fortunes pour établir des machines qui remplaceront l'ouvrier et qui ne feront pas de grèves comme lui, soit à transporter leur industrie dans d'autres pays. Que reste-t-il après cela ? Les agitateurs gras et contents et une foule de gens inoccupés ne mangeant pas à leur faim et incapables de pourvoir à la vie de leurs enfants. »

Ce langage montre plus que toutes les démonstrations le but que poursuivent ceux qui ont créé et encouragé à Genève les Eclaireurs. Notre intention n'est pas de les blâmer, il est de notre devoir de leur demander des comptes et de les obliger à agir franchement. Ils ont déclaré vouloir rester neutres. Les paroles appellent les actes, ils ne sont pas neutres, le seraient-ils, ils ne pourraient le rester. On ne s'abstrait pas ainsi de son milieu, on ne sacrifie pas non plus ses intérêts de classe fut-ce pour le bien de la nation.

Répondrons-nous à l'argumentation du major William Borel ? Nous le devons à ceux qui luttent et à ceux qui souffrent.

A l'exposition de Zurich de l'industrie à domicile, le comité publiait les chiffres suivants qui représentent les salaires moyens par heure des ouvriers¹ :

Tissage de gaze : 34,4 cts.

Plumetis : 20.

Soie, rubans : 22,9.

Paille au Tessin : 2-3 cts.

Paille Argovie : 12-15 cts.

Confection : 24 cts.

Lingerie : 17,9-21,3 cts.

Tricotage : 10,2-13,4 cts.

Cordonnerie artisans : 48 cts.

Tabac : 20 cts. (maximum).

Ce sont les chiffres officiels qui ne peuvent être discutés.

La situation des enfants employés dans l'industrie à domicile est-elle au moins satisfaisante ?

« En dehors des heures de classe le 18 % des enfants travaille pendant deux ou trois heures, le 18,4 % pendant trois et quatre heures, le 10 % pendant quatre et cinq heures. Le 9,8 % seulement ne travaille que une et deux heures seulement dans la broderie. C'est un surmenage qui dépasse toutes les limites permises.

Ce qui n'est pas moins intéressant à connaître, c'est la répartition de ces heures de travail dans le cours d'une journée. Trois fois on nous dit que le travail dure jusqu'à minuit avec des enfants de six à sept ans, huit fois que les enfants travaillent déjà durant les deux heures qui précèdent le moment de l'entrée en classe.

Toutes les minutes entre les leçons sont occupées. La récréation à l'école est le seul moment de repos de la journée.

Dans certaines communes, on a trouvé des jeunes fillettes de huit à dix ans peinant de cinq heures et demie à huit heures du matin, lors de la pose de midi pendant une heure, et le soir de 8 heures à neuf heures. Ce surmenage affecte plus de 19 % des 2,356 enfants, et sans doute, cette enquête n'a pas tout révélé.

Comment s'y prend-on pour les tenir éveillés jusqu'à une heure aussi avancée de la nuit ? Le moyen est primitif : on leur promet quelques sous avec lesquels ils pourront s'acheter des sucreries. Heureux encore quand ils les reçoivent

¹ Jean Sigg, *Revue socialiste*, 1903.

réellement et que ce n'est pas une promesse vaine. Ailleurs on leur fait boire du café de glands dans lequel on a versé de l'eau-de-vie afin qu'ils ne s'endorment point. »

C'était la seule réponse à donner aux injures et aux mensonges si complaisamment étalés par le major Borel dans sa brochure de la société militaire.

Il ne suffit pas de traiter avec mépris, il faut comprendre et avoir le courage de reconnaître la vérité. La dégénérescence rapide, entretenue par ceux qui lancent l'hypocrite appel à une vie plus haute, plus complète et plus largement ouverte à l'idéal. Le mensonge montre sa face hideuse jusque dans l'éducation.

Nous pourrions poursuivre notre démonstration et donner des preuves de cet antagonisme des classes qui domine toute notre vie sociale contemporaine. Il paraît bien établi que la lutte n'est pas circonscrite à l'usine, mais qu'elle s'étend jusqu'à l'école. La jeunesse est en butte aux tentatives non déguisées des défenseurs de l'ordre. C'est la jeunesse des écoles primaires qui court les plus grands dangers, c'est elle que nous devons défendre.

Ici, on ne manquera pas de nous répondre ce que disait dans l'année pédagogique un anonyme :

« Certes dans un monde démocratique tel que le nôtre il est inadmissible que les fonctionnaires cessent d'être des citoyens, ou deviennent comme des citoyens d'une classe inférieure; mais il serait également inadmissible qu'ils fissent usage de l'autorité qui leur a été déléguée pour le seul bien du pays, au profit d'un clan ou d'un parti. » C'est un langage plein de sagesse. Nous venons de voir avec évidence que l'antagonisme des classes domine tout et que les intérêts ne sont plus régionaux ou nationaux mais se rejoignent par-dessus les frontières. L'école primaire est maintenant un instrument de défense et de développement des classes moyenne et inférieure; en faire la serre chaude où l'on force le sentimentalisme patriotique c'est détourner l'enseignement de sa véritable destination. S'ensuit-il que nous déclarions inutile la culture nationale? Nous ne voudrions pas qu'on nous le fasse dire, ce ne serait pas exact.

Dans un discours qu'il prononçait au Conseil national, un député de Genève s'écriait : « Nous autres socialistes, nous ne sommes pas des antinationaux. Nous tenons au contraire à notre indépendance économique et politique. »

C'est l'expression parfaite de notre opinion.

Nous ne pensons pas qu'on puisse parler de la culture nationale à l'école primaire sans tenir compte des faits que nous venons d'exposer, avec le seul souci de ramener un problème de première importance sur le seul terrain qui lui convienne, celui de la réalité vivante.

Conclusion.

Si nous voulions donner une démonstration nouvelle, nous parlerions de l'absence douloureusement sentie d'un principe éthique capable de s'imposer à tous les esprits. Nous en rechercherions les causes.

Il est urgent de réagir contre l'optimisme de certains éducateurs qui professent avec candeur que l'égalité politique et sociale est entrée dans nos mœurs. Jamais l'exaltation chauvine n'a atteint un tel paroxysme, le patriotisme servi des intérêts plus méprisables.

A cause de ce désarroi, l'école ne peut être que le sanctuaire où l'on façonne lentement les individualités, mais où on se garde de les déformer. Elle reste au-dessus des luttes et des préoccupations nationalistes. Le développement physique, intellectuel et moral est l'unique but des efforts du maître. Le reste, comme une conséquence fatale, vient par surcroît. C'est avouer que le pays est tombé bien bas, que son existence est bien précaire que d'attendre de l'école un miracle qu'elle ne pourra jamais faire. Beaucoup de patriotes voudraient-ils assumer la responsabilité d'une thèse aussi pessimiste ?

C'est l'art qui révèle l'âme d'un peuple; il en élimine ce qui est trouble, il cherche à exprimer ce qui est seul beau : l'idéal.

Em. Duvillard.

M. Gaudin aimerait que M. Duvillard voulût bien lui faire en quelques mots un petit résumé oral de façon que la discussion pût s'appuyer sur une conclusion précise.

M. Duvillard. 1° Ce qui domine l'histoire contemporaine c'est la lutte des classes. 2° Toute manifestation nationa-

liste, toute exaltation, toute question de sentiment doivent être écartées de l'école.

M. *Gaudin* contredit énergiquement M. *Duvillard* : selon lui, la lutte des classes doit rester ignorée à l'école. Du reste il serait bon que l'on déterminât d'une façon précise la notion de *classe*. Y a-t-il des cloisons étanches qui les séparent ? Bien au contraire, puisque le passage de l'une dans l'autre est un fait journalier.

Cette manière de voir est partagée par la majorité des assistants.

M. *Privat* s'élève vivement contre les assertions de M. *Duvillard* touchant les influences tendancieuses auxquelles seraient exposés les Eclaireurs. Il déclare que le Comité des Eclaireurs s'emploie de son mieux au maintien de la neutralité désirable. Il engage de plus M. *Duvillard* à s'en assurer de visu.

M. *Duvillard* accepte cette proposition. Parlant ensuite de l'éducation civique à l'école, il nie que le maître puisse rester neutre en face des problèmes qu'elle soulève.

M. *Charvoz* le prie d'illustrer sa thèse par un exemple précis emprunté soit à l'histoire nationale soit à l'instruction civique. Il lui demande encore s'il estime que l'on doive éveiller et cultiver à l'école l'amour de la patrie.

A quoi M. *Duvillard* répond que le patriotisme ne peut être une branche d'enseignement; l'amour ne s'enseigne pas, il naît spontanément. Quant à l'instruction civique elle ne peut faire l'objet d'un enseignement élémentaire, elle n'est pas l'étude d'un organisme accepté par tous.

L'assemblée unanime reconnaît qu'il est difficile quelquefois de rester absolument neutre devant tel ou tel fait historique ou social. Elle estime cependant que la plus grande impartialité devrait, à l'école populaire, dominer tout enseignement.

E. Willy, bulletinière.
